

## CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE

### ENTRE

L'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) Le Valentin (pour le compte de Cap Rural), dont le siège est 26500 Bourg-lès-Valence, n° siret 19260765300016, code APE 8532Z, représenté par son directeur Maurice Chalayer.

ci-après désigné par **L'EPLEFPA Le Valentin**

D'une part,

ET

**L'Université Lumière Lyon 2**, Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est 18 quai Claude Bernard, 69365 Lyon Cedex 07, n°SIRET : 196 917 751 000 14, code APE : 8542Z, représentée par sa Présidente, **Madame Nathalie DOMPNIER**,

ci-après désignée par **ULL2**

L'**ULL2** agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du Laboratoire d'Etudes rurales

D'autre part.

L'**ULL2** est ci-après désigné par l'**ETABLISSEMENT**.

L'**ETABLISSEMENT** et l'EPLEFPA Le Valentin sont individuellement désignés par la **PARTIE** et conjointement désignés par les **PARTIES**.

### ATTENDU QUE :

Le **LABORATOIRE** a des compétences en études rurales et développement local.

L'EPLEFPA Le Valentin a des compétences en développement local par la mission Cap Rural, concernée par le présent contrat.

### ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Les **PARTIES** décident d'effectuer en commun une étude, ci-après désignée l'**ETUDE**, intitulée :

CAP RURAL

Un programme détaillé de l'**ETUDE** est donné dans l'annexe scientifique et technique jointe.

L'**ETABLISSEMENT** utilisera les sommes perçues pour la mise en place de la présente collaboration, et mettra tout en œuvre pour assurer son bon déroulement conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

## **ARTICLE 2 – RESPONSABLES SCIENTIFIQUES**

Madame Claire Delfosse du laboratoire d'Etudes rurales est responsable scientifique de l'ETUDE. Sa correspondante dans l'EPLEFPA Le Valentin est Madame Carton, directrice de Cap Rural.

## **ARTICLE 3 – RAPPORTS**

Le **LABORATOIRE** adressera à l'EPLEFPA Le Valentin un rapport d'études de 50 pages ainsi que les livrables conformes aux spécifications du cahier des charges (en annexe) au 31 juillet 2019 et en tout cas au plus tard dans le mois qui précède l'expiration ou la résiliation anticipée du contrat.

Sous réserve des dispositions relatives au droit d'auteur et notamment des dispositions relatives aux auteurs agents publics, les **PARTIES** pourront utiliser le rapport d'étude ainsi que les livrables à des fins non commerciales.

## **ARTICLE 4 – FINANCEMENT ET MODALITES DU FINANCEMENT**

En contrepartie des engagements pris par l'**ETABLISSEMENT**, dans le cadre du présent contrat, l'EPLEFPA Le Valentin s'engage à verser à l'**ULL2** pour le compte du **LABORATOIRE** une somme d'un montant total pour l'année 2019 de :

Montant HT : 25 868 euros

TVA 20 % : 5 173,60 euros

Montant TTC : 31 041,60 euros

En cas de modification du taux de TVA, il sera appliqué le taux en vigueur à la date de la facturation.

Cette somme sera versée par l'EPLEFPA Le Valentin au compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'Université Lumière Lyon 2, **Trésorerie Générale du Rhône, 10071, 69000, 00001004332, 66**, sur présentation de factures aux échéances suivantes :

- 15 mai 2019 (pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2019)
- 15 septembre 2019 (pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 août 2019)

Les factures sont adressées à l'EPLEFPA Le Valentin à l'adresse suivante : [administration@caprural.org](mailto:administration@caprural.org)

L'**ULL2** peut décider d'affecter une partie de la contribution forfaitaire à la rémunération de personnels. Cette partie peut comprendre une provision destinée à couvrir forfaitairement les coûts induits par le versement, le cas échéant, des allocations pour perte d'emploi.

L'utilisation par l'**ULL2** de la contribution forfaitaire versée par l'EPLEFPA Le Valentin n'est pas subordonnée à des conditions de délai, ni à fourniture de justificatifs.

En outre, l'EPLEFPA Le Valentin remboursera, sur justificatifs, les frais de missions du responsable scientifique de l'**ETUDE** et de ses collaborateurs, d'un commun accord entre les **PARTIES**, selon les tarifs en vigueur à l'EPLEFPA Le Valentin.

## **ARTICLE 5 – SECRET – PUBLICATIONS**

### **5.1 Connaissances non issues de l'Etude :**

Chaque **PARTIE** s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues de l'**ETUDE**, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre **PARTIE** et identifiées comme confidentielles par celle-ci, dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée du présent contrat et pendant une durée de cinq (5) ans après son échéance.

### **5.2 Connaissances issues de l'Etude :**

Toute publication ou communication d'informations, de résultats ou du savoir-faire issus de l'**ETUDE**, par l'une ou l'autre des **PARTIES**, devra recevoir, pendant la durée du présent contrat et les six (6) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre **PARTIE** qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis de l'autre **PARTIE** qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des résultats de l'**ETUDE**. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

De plus, l'autre **PARTIE** pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande, uniquement si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des **PARTIES** à la réalisation de l'**ETUDE**.

Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'**ETUDE** de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.
- Ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats des travaux réalisés dans le cadre de l'**ETUDE**.



## **ARTICLE 6 – RESULTATS DE L'ETUDE**

Le présent contrat ne soulève en principe pas de problème de propriété industrielle. Dans le cas où de tels problèmes se présenteraient, les Parties se concerteraient dès leur apparition pour établir un contrat spécifique prenant en compte les questions de propriété industrielle, étant d'ores et déjà entendu qu'en pareil cas les résultats seraient détenus en copropriété et à parts égales par les **PARTIES**.

## **ARTICLE 7 – DUREE**

Le présent contrat est conclu pour une durée de 8 mois à compter du 01/01/2019.

Il peut être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

Nonobstant l'échéance du contrat ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article « RESILIATION », les stipulations prévues à l'article « SECRET, PUBLICATIONS » restent en vigueur pour les durées fixées audit article.

## **ARTICLE 8 – RESILIATION**

**8.1** – Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des **PARTIES** en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la **PARTIE** plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la **PARTIE** défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la **PARTIE** défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la **PARTIE** plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

**8.2** – Le contrat est résilié de plein droit, dans le cas où l'EPLEFPA Le Valentin fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L622-13 du Code de commerce.

**8.3** – En cas d'expiration ou de résiliation du présent contrat, l'EPLEFPA Le Valentin prend l'engagement de restituer à l'**ETABLISSEMENT**, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels que l'**ETABLISSEMENT** lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver la reproduction.

## **ARTICLE 9 – INTEGRALITE ET LIMITE DU CONTRAT**

Le présent contrat, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des **PARTIES**. Aucune clause figurant dans des documents envoyés ou remis par les **PARTIES** ne pourra s'y intégrer.

## **ARTICLE 10 – INVALIDITE D'UNE CLAUSE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les **PARTIES** procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent contrat.

## **ARTICLE 11 – LITIGES**

Le présent contrat est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les **PARTIES** s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

Fait à Bourg-lès-Valence, le 7 janvier 2019

En 2 exemplaires originaux

Pour l'**Université Lumière Lyon 2**  
La Présidente

Nathalie DOMPNIER

Pour l'**EPLEFPA Le Valentin**  
Le directeur

Maurice Chalayer



Visa de la Directrice du **LABORATOIRE**

Claire DELFOSSE

## Annexe

### **Cahier des charges du partenariat Cap Rural – Laboratoire d'études rurales.**

(Version 9 octobre 2018)

Cap Rural et le LER sont partenaires sur deux études :

- La réalisation en 2019 de la 3<sup>e</sup> enquête métiers-emplois des agents de développement d'Auvergne-Rhône-Alpes – Etude 1
- La production de connaissances sur la précarité – pauvreté en espace rural en Auvergne-Rhône-Alpes avec pour fil conducteur la précarité alimentaire – Etude 2

Cap Rural mobilise le LER dans le cadre d'un contrat de partenariat de recherche qui portera sur les deux sujets. Les travaux seront réalisés par Mathilde Ferrand, sous la direction/coordination de Claire Delfosse et d'Éric Grasset.

### **Objets**

#### **Etude 1 :**

Depuis 1999, Cap Rural réalise tous les 10 ans une enquête auprès des professionnels du développement local rural en Rhône-Alpes. Il s'agira, dans le cadre du contrat de partenariat de recherche, de réaliser la 3<sup>e</sup> enquête (élargie à l'Auvergne) et pour se faire de mettre en œuvre les tâches suivantes.

Janvier 2019

- Finalisation du questionnaire d'enquête à partir du travail réalisé par l'équipe de Cap Rural (et sur la base des questionnaires des deux enquêtes précédentes).
- Recherche du logiciel d'enquête et de traitement de l'enquête le plus adapté.

Janvier/Février/Mars 2019

- Envoi du questionnaire, suivi des réponses, relances.
- Recherche de références sur d'autres régions ou pays pour faire des comparaisons.

Avril à Juillet 2019

- Analyse des réponses (y compris des évolutions par rapport aux enquêtes 1999 et 2009).
- Production de documents de présentation des résultats pour l'équipe et le LER et de restitution auprès des publics enquêtés.
- Contribution à la préparation de Regards croisé n°15.

Pendant tout le processus d'enquête :

- Mobilisation de l'équipe Cap Rural.
- Organisation et contribution à un groupe de travail multi partenarial-comité de suivi (chercheurs, autres centres de ressources développement local...).

Livrables attendus :

- Document de présentation et d'analyse des résultats.
- Documents de restitution auprès des publics enquêtés, auprès des acteurs institutionnels (Région, Etat, Départements...), auprès de centres de ressources régionaux ou nationaux.
- Articles scientifiques.

Ce travaillera donnera lieu à un (ou des) événement régional (dont le budget n'est pas connu et prévu à ce jour).

A confirmer : une partie du travail pourrait faire l'objet d'une collaboration avec Auvergne-Rhône-Alpes spectacle vivant.



## **Etude 2 :**

Cap Rural souhaite impulser, à partir de 2018, en région Auvergne-Rhône-Alpes une dynamique de réflexion et d'action autour de la pauvreté-précarité en espace rural. Cette démarche a débuté par les réflexions autour du projet de thèse de Mathilde Ferrand et sera enclenché par l'organisation par Cap Rural d'une journée régionale le 23 novembre 2018. Le travail attendu dans le cadre du contrat de partenariat de recherche est le suivant :

- Préparer le travail de thèse qui sera réalisée par Mathilde Ferrand à partir d'août 2019.
- Contribuer à une dynamique régionale sur pauvreté – précarité en espace rural qui aurait pour objectif d'être un « lieu » partenarial (Cap Rural, LER, MRIE, MSA, CAF, fédé des centres sociaux, Associations des Maires Ruraux...) de partage d'informations, d'impulsion d'actions, d'accompagnement des acteurs des territoires (élus et agents de développement). Cette dynamique émergera de la journée du 23 novembre 2018.
- Montage d'actions de professionnalisation des agents de développement (journée du 23 novembre 2018, publication d'articles...).

Ce travail sera réalisé dans les « temps creux » de l'enquête.

Livrables attendus : rapport de recherche avec les premiers éléments sur la pauvreté, des publications scientifiques.

Ces deux travaux devront être réalisés en étroite collaboration avec l'équipe de Cap Rural qui en assure l'orientation.

## **Calendrier**

Les travaux et la collaboration porteront sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2019.

## **Budget**

### **2019**

Dépenses		Recettes	
Salaire et charges (2 600/mois x 8 mois)	20 800	Cap Rural	31 046,60
Frais de déplacement	1 500		
Frais de Gestion 16%	3 568		
TVA 20%	5 173,6		

Localisation de Mathilde Ferrand : indifféremment dans les locaux du LER à Lyon ou dans les sites de Cap Rural.

La publication des livrables de l'étude 1 seront à la charge de Cap Rural.

